



# VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

11 JANVIER 1966 — N° 51

Paraît toutes les deux semaines — 0,50 F

# LE REMANIEMENT MINISTERIEL :

## PETIT BALLET pour une pseudo politique sociale

**L**E chanteur Henri Salvador fait école. Il nous amuse en répétant que : « Le travail c'est la santé ». Et voilà que pour constituer le nouveau ministère, De Gaulle, probablement influencé par le fantaisiste, a réuni, en un seul ministère des Affaires sociales, le ministère de Travail et celui de la Santé.

C'est d'ailleurs autour de ce nouveau ministère et de la substitution de M. Michel Debré à M. Giscard d'Estaing aux Finances, que tourne le remaniement ministériel qui prétend promouvoir une politique sociale. Si la composition des ministères se trouve quelque peu remaniée, c'est qu'en fait la bourgeoisie spécialisée ses grands commis dans certaines fonctions et, à défaut de modifier sa politique, cela lui permet, en changeant les hommes, de donner l'illusion d'un changement d'orientation. Car, ne nous y trompons pas, l'année qui s'annonce, et dont le budget a été arrêté par les décrets numéros 65-1013 à 65-1043 du 1er décembre 1965, s'inscrit dans le contexte du Ve Plan dont on parle déjà depuis longtemps, mais qui a définitivement été approuvé par la loi n° 65-1001 du 30 novembre 1965. Ce plan prévoit un taux d'expansion d'environ 5 % annuel, et un accroissement de la consommation par tête d'environ 3,50 %.

Il est bien évident que cet accroissement de la consommation, même si le plan prévoit des options en faveur de certaines catégories (cultivateurs, petits retraités), sera réparti en fonction des pressions que pourront faire les différents groupes d'utilisateurs. Les travailleurs auront leur part dans la mesure où ils sauront l'imposer.

En ce qui concerne la réduction du temps de travail, le Ve Plan prévoit une légère diminution en moyenne; ce qui veut dire que les mesures envisagées tendent à la réduction des horaires, longtemps, la pratique abusive des heures supplémentaires sera freinée, mais la durée normale du travail restera ce qu'elle est. D'ailleurs, le patronat se soucie fort peu des mesures sociales que l'on prévoit. Elles seront, dit « l'Usine Nouvelle », décidées pour « frapper l'imaginaire et modifier le climat ». Elles consisteront en majoration des allocations familiales, meilleure garantie des revenus aux agriculteurs, allègement d'impôts pour les retraités. Mais, ajoute l'Usine Nouvelle, « les libéralités ne sauraient aller plus loin, et les conseillers du Premier Ministre pensent que la meilleure façon de réaliser une année sociale, serait de préserver l'emploi et une expansion raisonnable grâce à un effort d'investissement qui accroîtra la productivité. Autrement dit, la situation économique qui se présente à nous, faisant suite à la période de stabilisation, dont M. G. d'Estaing s'est fait le champion, autorise le développement de l'expansion capitaliste, et la conjoncture semble favorable aux capitalistes français pour réaliser leurs desseins.

Mais cette expansion ne se fera pas non plus sans heurts. Les re-

conversions, les réorganisations, produiront ça et là des poches de chômage que le patronat compte bien colmater d'une part, en puisant dans la caisse des Assédics, d'autre part en faisant supporter aux victimes le complément des pertes de salaire dues à ce chômage technologique.

Des chantages au chômage pourront s'exercer dans la mesure où les réorganisations provoqueront des licenciements. Les organisations syndicales, poursuivant leur politique de capitulation, non seulement ne seront d'aucun secours aux travailleurs pour résister à cette offensive, mais contribueront, au contraire, à provoquer un climat de démoralisation et d'attente: le pouvoir est fort, on ne peut rien faire, il faut attendre les nouvelles élections pour essayer d'infliger une défaite au pouvoir.

Si les travailleurs se laissent abuser par cette politique, leurs conditions de travail iront en s'aggravant. Ce qui tient le plus à cœur au patronat, dans la période qui vient, c'est de tenir la classe ouvrière en dehors de l'action politique qui met en cause les grandes options du plan. Il est peu probable que la prochaine période voit une baisse du ni-

● suite page 2

# Feyzin

**M**ARDI matin, à Feyzin, c'était la catastrophe. Nous savons tous quel en est le bilan : 14 morts et une soixantaine de blessés plus ou moins graves. Le seul fait irréfutable jusqu'à présent c'est la fuite de propane, fuite due soit au virage de la vanne rendant sa fermeture impossible, soit à la panique des ouvriers brûlés aux mains et au visage par un jet de gaz.

Les responsables de l'incendie paraissent beaucoup plus difficiles à déterminer pour les enquêteurs du moins. Car nous, nous savons à qui incombe la responsabilité : à la Société Rhône-Alpes et à personne d'autre.

La direction prétend que les dispositifs de sécurité en cas d'incendie étaient suffisants; il faut bien croire que non, ou bien qu'alors elle ne les a pas mis en service ?

La direction considère que l'explosion était « imprévisible », que c'était la catastrophe inévitable, en un mot un accident imputable à la Fatalité. C'est très commode la Fatalité, mais pour nous c'est un mot vide de sens. En réalité, comme dans toutes les usines, les dispositifs de sécurité en place représentaient l'extrême minimum et ne pouvaient pas permettre de faire face à un accident de façon efficace. On espérait ici, comme partout, que tout se passerait toujours bien et qu'il était donc inutile de dépenser de l'argent qui ne produirait aucun profit.

G. FREDERIQUE.

# LA GUERRE AU VIETNAM A 20 ANS!

Si la guerre continue à faire rage au Vietnam, au niveau de la propagande, par contre, les grandes puissances se sont engagées dans ce que la presse appelle une « offensive de paix » qui va du Pape à Johnson — ou à ses ministres — en passant par De Gaulle et peut-être Chelepine.

Il s'agit en effet bien plus d'une offensive psychologique destinée à « montrer » combien l'impérialisme américain est peu disposé à la guerre qui ne serait due, bien sûr, qu'à la volonté délibérée des paysans sud-vietnamiens de continuer à subir les horreurs de la guerre totale. Il s'agit là aussi

**L**a guerre a commencé en septembre 1945, en Cochinchine. C'est là que l'impérialisme français soucieux de la sauvegarde des intérêts français avait décidé de porter ses premiers coups. La « reconquête » de l'Indochine commença par la reconquête de la Cochinchine, qui d'une part servira de base pour aller sur le Tonkin, et qui d'autre part contient les principales richesses à protéger: stocks de caoutchouc, plantations d'hévéas rizières. Car il s'agit bien d'une reconquête de « l'Indochine française » devant laquelle se trouve placé le gouvernement français.

La situation n'est pas facile en septembre 1945 pour les colonialistes français. Elle leur a été favorable jusqu'au 9 mars 1945. Jusque là l'impérialisme japonais qui occupait le Vietnam coexistait très pacifiquement avec les hauts fonctionnaires français du gouvernement Pétain et les officiers français (l'armée japonaise qui stationnait en Indochine y « coiffait » les troupes françaises en vertu de l'accord de « défense commune » du 22 septembre 1940 et du 9 décembre 1941).

Le changement de gouvernement en France en septembre 44 ne troubla pas cette belle entente.

Mais avec le développement de la guerre et l'approche de la défaite de l'Axe, l'impérialisme japonais va changer brusquement de politique vis-à-vis de l'impérialisme français. A ce moment il va tenter de s'allier la population vietnamienne. Pour cela dès le 9 mars 1945 l'armée japonaise attaque brusquement les garnisons françaises. Leur capitulation intervient à Hanoi et à Saigon le 10 mars 1945. A ce moment que l'armée japonaise attaque, le gouvernement japonais annonce dans une déclaration officielle le 10 mars qu'il va « supprimer le gouvernement actuel de l'Indochine », « assumer complètement la responsabilité de la défense de l'Indochine en collaboration avec les peuples indochinois » et « satisfaire le désir ardent d'indépendance si cher à tous les peuples d'Indochine ».

La présence militaire française va être réduite à néant. Mais les Alliés veulent et à la conférence de Potsdam du 22 août 1945, Truman, Staline et Churchill qui se partagent le monde en préservent une petite part pour leur camp: les français, prennent des dispositions vis-à-vis de l'Indochine. Ils décident son occupation exacte par les troupes chinoises de Tchang Kai-shek, moitié par les troupes anglaises stationnées en Birmanie. Le 16e parallèle détermine ces zones d'occupation.

Ainsi, « pas de vide » dans la présence de l'impérialisme en « Indochine ». Le Vietnam qui a connu une année terrible et qui a eu deux millions de morts par la famine se soulève après la capitulation japonaise qui a lieu le 15 août 1945 et le 25 août proclame son indépendance. L'Empereur Bao Dai abdique et, le 20 août 1945 est proclamée la République du Vietnam.

de répondre aux inquiétudes de la population américaine qui commence à être touchée par les sacrifices qu'impose la continuation du conflit.

Mais, en ce qui concerne l'impérialisme français, les paroles de De Gaulle dans son discours du nouvel an souhaitant à peu près que la France ne se trouve pas entraînée dans un conflit « qui ne la concerne pas », ne doivent pas nous faire oublier que cette guerre, c'est l'impérialisme français qui l'a commencée, cela a fait tout juste vingt ans le dernier trimestre de l'année 1965. C'est son début que nous rappelons dans les lignes qui suivent.

Dès le 16 août 1945, date de la reddition japonaise, le général De Gaulle avait nommé l'amiral Thierry d'Argenlieu haut commissaire de France pour l'Indochine, avec mission de « rétablir la souveraineté française dans les territoires de l'Union indochinoise ». D'Argenlieu débarquera en Indochine le 2 novembre 1945. De Gaulle qui a rappelé les prétentions de la France, ou plutôt de la Banque d'Indochine, a obtenu des gouvernements chinois et anglais la reconnaissance renouvelée de la souveraineté française. Le gouvernement (rappelons que des

ministres « communistes » y participent) organise aussitôt un corps expéditionnaire. Des affiches couvrent les murs des villes de France pour le recrutement, en partie volontaire, de ce corps dont font partie certains bataillons de la Légion Etrangère. En même temps, le gouvernement français se déclare « prêt à reconnaître » les droits nouveaux du Vietnam. Mais, sur place, on est déjà passé à l'action. A Saigon où vient d'arriver Cédille fonctionnaire du gouvernement français,

● suite page 5

A nos lecteurs de la région parisienne la prochaine réunion du

## Cercle Léon Trotsky

aura lieu le :

Lundi 31 janvier à 20 h. 30, Palais de la Mutualité, Salle D 1er étage, 24, rue St-Victor, Métro Maubert-Mutualité.

Sur le sujet :

Les démocraties populaires sont-elles des Etats socialistes ?

Que signifie leur évolution actuelle vers la « libéralisation ».

## Cercle Léon Trotsky de Lyon

TOUS LES MARDIS, à 17 h. 30, à la BRASSERIE DE L'ETOILE, 1, cours Gambetta. Participation aux frais : 1 F.

## Cercle Léon Trotsky de Grenoble

Les prochaines semaines auront lieu les JEUDI 13 janvier et 27 janvier à 20 h. 30 à la SALLE DES TICKETS, PLACE SAINT-BRUNO. Les réunions suivantes auront lieu les 10 et 24 février, et ainsi de suite. Participation aux frais : 1 F.

## Cercle Léon Trotsky de Besançon

TOUS LES MERCREDIS, à 20 heures, au CAFE DU COMMERCE, 10, rue de la République. Participation aux frais : 1 F.

## Cercle Léon Trotsky de Dijon

TOUS LES VENDREDIS, à 20 h. 15, au CAFE DE LA RENAISSANCE, rue Chabot-Charny. Participation aux frais : 1 F.

Ces réunions ne sont pas publiques. Les invitations sont à retirer auprès de nos militants, dans nos permanences, ou en écrivant au Siège.

## LES SECTEURS EN LUTTE RESTENT ISOLÉS LE "TOUS ENSEMBLE" DES DIRECTIONS SYNDICALES NE PASSE PAS DES PAROLES AUX ACTES

### ● Chez Chausson

#### RAPIDEMENT ET TOUS ENSEMBLE...

Pour la S.U.C. le moment est favorable sur le plan de la production. Elle augmente les horaires et les cadences, elle prévoit de nouvelles fabrications et il lui faut pour cela une main-d'œuvre plus nombreuse.

Elle vient de nous accorder 1 % d'augmentation supplémentaire sans que nous ayons fait pression sur elle pour cela, sans doute pour nous dire par la suite qu'elle ne peut pas faire davantage.

Dans ces conditions, un mouvement de notre part aurait plus de chances de la gêner et de la faire reculer plus rapidement qu'à un autre moment.

Mais cela ne veut pas dire que n'importe quel mouvement pourra aboutir.

Nos camarades peintres, après une grève spontanée décidée par eux seuls, ont obtenu une augmentation : 12, 17, 19, 21 centimes de l'heure sous forme de primes et un quart d'heure de douches, en plus de l'horaire et payé.

Profitant des mouvements dans ce secteur la C.G.T. veut essayer

de relancer les grèves partielles : c'est pourquoi elle nous a réunis par équipe et par atelier.

Bien sûr, les peintres ont obtenu satisfaction sur des revendications particulières après 45 minutes d'arrêt. Mais si cet exemple nous fait voir qu'actuellement la lutte paie plus facilement cela nous montre surtout qu'en revendiquant tous ensemble nous pourrions obtenir bien plus qu'une prime : une augmentation substantielle de notre taux de base.

De plus, sur le plan tactique, gardons-nous de trop attendre les réponses à nos revendications. En

mars dernier, lors du renouvellement des accords, la S.U.C. reportait les discussions de semaine en semaine pour les différer en septembre.

En fait, les peintres ont agi en responsables ; ils ont décidé entre eux ce qu'ils voulaient et immédiatement.

C'est cet exemple qu'il faut suivre. Car c'est la seule garantie de lutter exactement de la manière que nous pensons la meilleure : TOUS ENSEMBLE.

(Extrait de la « V.O. » Chausson n° 202.)

### ● Aux Chantiers de l'Atlantique

#### LE CONFLIT DES ÉCHAFAUDEURS

Le conflit des échafaudeurs a pris fin avec la même discrétion qu'il avait commencé. Les 68 centimes gagnés aux patrons (prime de travail sales pour la moitié du temps, les échafaudeurs mettront un an pour les récupérer. La volonté délibérée des organisations ouvrières de circonscrire le mouvement aux seuls intéressés, d'abord en ne nous informant qu'une fois 14 d'être aux pieds, en suite en organisant un meeting où l'on parla peu du conflit et beau-

coup d'adhésions aux organisations, ne laisse pas de doute sur leur solidité et volonté « tous ensemble ».

La leçon est toujours la même : une grève d'un petit secteur, même illimitée et même avec l'appui moral de toute l'usine, ne rapporte pas grand chose. Par contre, elle donne au patron des armes pour riposter : mise à pied ou même lock-out sont plus faciles.

Pour préparer le « tous ensemble », la première chose est de mettre en avant des revendications qui valent et les sacrifices d'un mouvement de grève

illimitée : 200 F par mois pour tous par exemple.

(Extrait du n° 139 de la V. O. Chantiers de l'Atlantique)

#### POURQUOI PAS A SAINT-NAZAIRE ?

Pinson a reçu une délégation parce qu'il y a été contraint par l'action des échafaudeurs et des débrayages de l'ensemble des ouvriers. La demande d'audience trainait depuis le lancement aux chandelles du paquebot « Renaissance » et, à notre connaissance, aucun syndicat n'a insisté pour

que cette commission paritaire se déroule à Saint-Nazaire. Le grand seigneur des constructions navales et Saigneur de la classe ouvrière préfère recevoir « at home » et loin du bruit. Il croit pouvoir réaliser un nouvel accord d'entreprise, un bon petit accord qui lui faciliterait les licenciements de 1966.

Comme dit le marchand de tapis : donnant, donnant... quelques brayages contre le cautionnement de la politique gaulliste du cinquième plan. Soyons très vigilants.

D'accord toujours pour aller à Paris... mais tous ensemble.

(Extrait du n° 139 de la V. O. Chantiers de l'Atlantique)

### ● Aux Assurances Générales

#### A CHARGE DE REVANCHE

Le 30 décembre dernier, les organisations syndicales nous informaient par tract d'une démarche faite auprès du président du Groupe, démarche par laquelle elles auraient fait part à ce dernier « ...du mécontentement de l'ensemble du personnel face à la dégradation de son pouvoir d'achat... » Le même tract nous apprenait que ce « contact » n'avait rien donné, que la direction refusait d'améliorer le pourcentage d'augmentation des salaires

(3,50 %), de même que l'octroi d'une « prime exceptionnelle » de compensation.

Ce qui nous surprend, c'est de n'avoir rien su de cette démarche avant qu'elle n'ait eu lieu. En effet, parler du « mécontentement du personnel » ne veut strictement rien dire en l'absence de toute consultation préalable de nous tous, les employés du Groupe. 1) sur les revendications que nous considérons comme propres à améliorer notre sort ; 2) sur notre détermination à agir pour les faire aboutir.

Réunis tous ensemble dans la cour ou dans le hall, nous aurions pu si oui ou non nous étions nombreux à vouloir réellement autre chose que les malheureux 3,50 % ; c'est par un vote que nous aurions alors mandaté les délégués pour présenter en notre nom nos revendications à la direction ; c'est en nous comptant entre mécontents que nous aurions su si nous avions la force d'aller au-delà de la délégation en cas d'échec de celle-ci. Dans ces conditions-là seulement, l'entrevue des délégués avec la direction aurait été autre chose qu'une dé-

marche de pure forme.

Les pessimistes diront : « Tout ceci n'aurait servi de rien, car les employés ne savent pas combattre ». C'est possible. En tous cas, les responsables syndicaux n'ont pas voulu courir le risque de faire cette preuve, et se sont obstinément refusés à organiser un tel rassemblement.

Ils viennent de nous montrer une fois de plus que pour agir ils n'avaient nullement besoin de nous. Quand nous saurons leur rendre la pareille, nous aurons fait un grand pas vers l'organisation de luttes efficaces.

## Le remaniement ministériel

● suite de la page 1

veau de vie de l'ensemble des travailleurs, à condition, toutefois, qu'ils sachent se battre pour que les fruits de l'expansion leur profitent à eux aussi, et n'aillent pas entièrement dans les coffres-forts des capitalistes, ou exclusivement au bénéfice d'autres catégories sociales plus acti-

ves dans la lutte (cultivateurs, professions libérales, etc.)

Par contre, tous les efforts du pouvoir et du patronat, avec la complicité des organisations syndicales, vont tendre à éliminer les travailleurs de l'action politique. Cela est assez facile dans une période de relative stabilité économique, mais c'est plus dangereux quand la situation se dégrade les travailleurs seront alors ame-

nés à riposter sans préparation, sans organisation. C'est pourquoi, dès maintenant, les travailleurs doivent envisager la lutte non pas tellement sous l'angle des revendications économiques que sous celui des objectifs politiques.

Comme disait Marx, le prolétariat a besoin, plus que de son pain quotidien, du respect de sa dignité, et c'est cette dignité qui est attaquée par la politique ac-

tuelle de spécialisation à outrance, accompagnée de l'insécurité de l'instabilité.

Imposer la garantie du salaire et de l'emploi et une diminution importante du temps de travail sont les objectifs indispensables que les travailleurs doivent mettre en avant pour gagner le droit à de meilleures conditions d'existence et préserver l'avenir contre les lendemains qui déchantent.

H. VAUQUELIN

## Avec confiance et ardeur

### Editorial des bulletins d'entreprises

Le Président de la République vient de recevoir sa nouvelle investiture et de former son nouveau gouvernement.

En évincant Giscard d'Estaing des finances et des affaires économiques au profit de Michel Debré, et en formant un nouveau ministère des « Affaires Sociales » (qui n'est autre que la réunion des anciens ministères du Travail et de la Santé Publique), on voudrait nous faire croire que la politique gouvernementale s'oriente vers des objectifs plus sociaux.

La presse est remplie de belles phrases creuses qui n'apportent rien de concret, mais qui sont destinées à laisser croire que demain on raserait les murs. « Un nouveau style » doit nous conduire à une « véritable » politique des revenus. A travers ce verbiage, que prévoit-on sur

le plan social : une amélioration de la situation des agriculteurs, des petites salaires. Comment ? On ne nous le dit pas.

Il est timidement prévu une majoration des allocations familiales, une meilleure garantie des revenus aux agriculteurs et des allègements d'impôts pour les retraités. Quant aux travailleurs de l'industrie, le grand cadeau qu'on leur promet, c'est de préserver leur emploi. On voit tout ce qu'il y a de révolutionnaire dans les perspectives gouvernementales. D'ailleurs, si l'on fait semblant de proposer une nouvelle orientation, la réalité est différente.

La loi de finance a été votée le 29 novembre, le Ve Plan a été approuvé le 30 novembre et le budget est paru au Journal Officiel du 3 décembre. Toutes ces mesures économiques ont donc été arrêtées avant même

l'élection présidentielle. Quels que soient les ministres, ce sont ces dispositions officielles qui seront appliquées. Confiance au gouvernement, ardeur au travail, voilà ce que le Président de la République nous demande, voilà ce qui nous attend si notre lutte ne vient pas contrarier leurs projets.

En face de ce plan capitaliste, nos syndicats se livrent à une « offensive de charme ». La CGT fait des propositions aux autres centrales déjà engagées dans des pourparlers avec les représentants patronaux. La CFTD réclame la participation de la CGT aux discussions pendant que FO est réticente. Les revendications générales de la classe ouvrière sont laissées de côté : diminution du temps de travail, augmentation générale des salaires.

— salaire garanti  
— respect des libertés ouvrières et syndicales.

Si nous voulons la réalisation de ce programme, c'est à nous, travailleurs, de le mettre en avant ; c'est à nous, travailleurs, d'eurer à sa réalisation. Nous en avons les moyens, à condition de ne pas nous laisser duper par les phrases démagogiques et trompeuses du patronat et du gouvernement ni abuser par les pleurnicheries des syndicats.

1966 sera une année sociale si nous savons, 30 ans après 1936, retrouver les mêmes formes de lutte qui nous ont conduit aux augmentations de salaires, au vote de la loi des 40 heures et des congés payés, si nous savons avoir confiance en nous-mêmes et montrer de l'ardeur à la lutte. (Cet article est l'éditorial de toutes les « Voix Ouvrières » d'entreprise).

Il y a deux mois environ, à la suite d'une interview accordée au « Nouvel Observateur » par le président algérien, et paru sous le titre « Houari Boumediène à cœur ouvert », « L'Humanité » releva vertement la complaisance du dit hebdomadaire envers « le fossyeur du socialisme algérien » :

«...au lieu d'ouvrir ainsi son cœur, mieux vaudrait que Boumediène ouvre ses prisons. Et qu'en attendant, le « Nouvel Observateur » lui ferme ses colonnes ». La semonce de « L'Humanité » ne concernait apparemment que le « Nouvel Observateur » car, depuis, la « Pravda » a largement ouvert ses colonnes et les dirigeants soviétiques leur cœur, à celui qui sait si bien « mener son pays sur la voie (...) de l'édification du socialisme ».

Il y a trois mois, alors que la répression s'abattait sur les dirigeants du Parti Communiste Algérien, « L'Humanité » ne ménageait pas ses gros caractères pour dénoncer le nouveau régime issu du coup de force du 19 juin où « la torture est toujours à l'ordre du jour et l'arbitraire total » et qui utilise les « mitraillettes contre les paysans ».

Deux mois, c'est une période longue. Elle permet bien des transformations. Le diable lui-même a le temps de perdre ses cornes, sa queue et de transformer sa fourche en faucille. Et après tout, pourquoi le socialisme, servi déjà à tant de sauces, ne s'accommoderait-il pas à la sauce algérienne, avec la torture, l'arbitraire, les mitraillettes ? Ajoutons d'ailleurs en toute justice que le P.C. russe n'a jamais partagé à ce sujet l'extrémisme de son confrère français. Et la « Pravda » ne déforme nullement la vérité en déclarant que « pendant les événements de juin, l'U.R.S.S. s'est placée résolument sur le terrain de la non-intervention » et que « les rapports corrects des deux pays ne peuvent pas être influencés par le fait que la « Pravda » fut obligée (sic) de protester à la suite de l'arrestation des opposants » !

Qui pourrait donc s'étonner, après cela, que le voyage de

Boumediène à Moscou fût considéré comme un succès et par le visiteur et par ses hôtes (n'en déplaise à « certains milieux de Washington, de Paris de Bonn ») et malgré « les manœuvres néo-colonialistes de divers impérialismes », renchérit « L'Humanité » qui, du coup, découvrit un nouveau Boumediène, résolument anti-impérialiste celui-là).

Le président algérien est rentré en tout cas, auréolé et blanchi par la réception chaleureuse de Moscou. Son portrait fut publié en première page de la « Pravda », qui exalte son rôle dans la guerre de libération, et son activité à la tête de l'état-major de l'AL.N. où « il a beaucoup fait pour le renforcement de l'armée de libération ».

Et pendant ce temps-là, à Alger, à Oran, en Kabylie, et partout en Algérie, des milliers d'opposants, parmi lesquels les membres de l'P.C.A., sont arrêtés, torturés, massacrés par la même AL.N.

Et pendant ce temps-là, des milliers de militants payent de leur vie le prix de la soumission de leur parti à ceux mêmes qui les abandonnent maintenant sans façon à leurs bourreaux.

Ces militants traqués, sans espoir, sans perspectives, sans même la conscience d'avoir lutté pour quelque chose, sont bien l'image de ce que fait et peut faire la politique stalinienne dans les pays sous-développés, de l'Algérie à l'Égypte, du Soudan à l'Irak.

Au moment où ses dirigeants furent arrêtés, en septembre dernier, le parti communiste n'existait même plus en tant que parti indépendant. Il s'était dissous volontairement dans le F.L.N. de Ben Bella. L'AL.N. avait la tâche facile, elle avait en face d'elle une organisation qui n'en était pas une, sans aucune influence sur les masses. Mais comment aurait-elle pu en avoir ?

Une politique révolutionnaire, domnant une autre perspective aux millions de chômeurs, d'ouvriers, de fellahs pauvres, que le « socialisme » de Ben Bella et consorts, était la seule susceptible de trouver l'adhésion des masses (il est vrai qu'il eût fallu com-

mencer cette politique bien avant même que des Ferhat Abbas, des Ben Khedda, des Ben Bella et le F.L.N. aient pu canaliser au profit de la bourgeoisie nationale le potentiel révolutionnaire des masses algériennes). Mais une telle politique eût impliqué la rupture immédiate avec Moscou et la lutte contre le stalinisme. Or, en bon parti stalinien qu'il était, le Parti Communiste Algérien a accepté le rôle qui lui était dévolu : servir d'une manière inconditionnelle les intérêts de la bureaucratie soviétique contre-révolutionnaire, quelles qu'en aient été les exigences.

C'est cette dépendance servile qui a fait que, comme tant de ses homologues, le Parti Communiste Algérien fut toujours « hors de coup ».

« Hors de coup », avant tout parce qu'incapable de guider le prolétariat algérien à la tête de la lutte contre l'impérialisme français. « Hors de coup » même quand à défaut du prolétariat, la direction de la lutte pour l'indépendance échut à la petite bourgeoisie nationale (qui la mena à sa manière). Le Parti Communiste Algérien ne réussit même pas, à l'instar du Viet-Minh (ou des Partis Communistes Yougoslav et Chinois), à devenir le parti de cette petite bourgeoisie radicale. Tant il est vrai que la fidélité à la bureaucratie exclut toute politique de classe, fut-elle celle de la petite bourgeoisie (même une telle politique implique à plus ou moins brève échéance la rupture avec Moscou; voir aussi bien le cas du P.C. chinois que celui du P.C. yougoslave).

Dans l'impossibilité de gagner et à fortiori de diriger les masses, le Parti Communiste Algérien subit les événements. Il subit la création du F.L.N., organisation de la petite bourgeoisie radicale, au profit duquel il perdit une partie de ses militants les plus actifs et la quasi-totalité de ses sympathisants. Il subit le déclenchement et le développement de la guerre de libération où il ne joua qu'un rôle de figurant de second rang.

Il subit l'indépendance et l'arrivée au pouvoir politique de la

bourgeoisie nationale. Et comme la domination de cette bourgeoisie nationale était (et est) trop fragile pour se donner le luxe d'une démocratie et des partis d'opposition, il subit le régime du parti unique. Mieux même, en faisant contre mauvaise fortune bon cœur, il a proclamé s'être reconnu dans le F.L.N. de Ben Bella, et il s'y est purement et simplement résigné. Au prix de l'existence politique et organisationnelle indépendante de son parti, les dirigeants stalinien ont, par la dissolution, au moins sauvegardé leur propre existence. Mais en ce régime « socialiste » et « démocratique », il n'est pas bon d'être trop engagé, pas même du côté du dictateur du jour. Et la répression de Boumediène les a frappés moins en tant qu'ex-communistes qu'en tant que militants de l'opposition benbelliste illégitime.

Malgré la « grande amitié » qui s'est installée entre dirigeants soviétiques et algériens depuis le voyage de Boumediène, il est peu probable que celui-ci décide ne serait-ce que de relâcher les militants stalinien emprisonnés. D'ailleurs, on ne lui a pas demandé tant à Moscou. Ses promesses de non-engagement, sa position pro-soviétique dans le conflit sino-russe et quelques déclarations sonnantes sur le rôle préminent de l'U.R.S.S., ont suffi pour le rendre précieusement aux yeux des bureaucrates du Kremlin.

« Ce qui est affaire de parti n'est pas affaire d'Etat », proclament cyniquement les dirigeants soviétiques. Autrement dit, que le Parti Communiste Algérien soit interdit, ses militants pourchassés, torturés, massacrés, peu nous importe pourvu que les intérêts de l'Etat soviétique — à savoir de la bureaucratie — aillent au mieux ! Quant aux militants du Parti Communiste Algérien, ils disparaissent, tués ou simplement démolis.

Cependant, on peut le prévoir, il en restera encore qui, à l'instar des stalinien égyptiens, rédigèrent dans leurs gôles des tracts à la gloire du « grand socialiste » qu'est le président Boumediène.

Georges KALDY

## Boumedienne au pouvoir

### ● ÉCHOS DES ENTREPRISES ●

#### ● Aux chantiers de l'Atlantique

##### QUELLE DEMOCRATIE ?

La publication, dans le bulletin du syndicat C.G.T., des résultats (?) du vote destiné à exclure des militants ne manque pas de piquant. En effet, la somme des POUR (91%), des CONTRE (7,6%) et des abstentions (1%), totalise 99,6%, ce qui laisse supposer 0,4% de syndiqués clandestins.

La réalité, c'est qu'en voulant trop bien faire, certains « démocrates » se pastichent eux-mêmes.

#### ● Chez Desfossés

##### UNE DEUX, UNE DEUX...

Le Conseil central du syndicat, dans un texte publié chez Desfossés, a attaqué un délégué de la grève, vieux militant syndicaliste, parce qu'il aurait omis de prévenir le syndicat d'une grève

survenue dans son secteur. Cette grève, décidée par les travailleurs comme il se doit, aura provoqué les foudres de la direction et du syndicat qui, fort de cette présomption, de cette « faute grave » du délégué, lui refuse l'investiture pour les prochaines élections.

Comme quoi camarades, il est infiniment plus important d'informer le syndicat de ce que font les travailleurs que d'informer les travailleurs de ce que font le syndicat et ses militants et de ce qui se passe dans l'entreprise.

En intervenant de la sorte, le

pour que nous les prenions au sérieux. Qui nous croirait ?

(Extrait du n° 139 de la V. O. Chantiers de l'Atlantique)

#### UN TOUT PETIT CONGRES C. G. T.

On nous annonçait depuis des semaines un grand congrès démocratique qui mettrait en place un vrai collectif dans un syndicat nouveau. Le syndicat d'entreprise

est né : le secrétariat se compose de cinq stalinien et l'organisme de direction (?) a été élu par une assemblée moins nombreuse que le comité exécutif élu. Jugé et partie : vive la démocratie. Il est vrai que le nombre des adhérents est très réduit si l'on se réfère aux chiffres d'un récent vote organisé pour l'exclusion de deux jeunes militants qui n'acceptaient pas d'être des béni-oui-oui.

(Extrait du n° 139 de la V. O. Chantiers de l'Atlantique)

syndicat fait la preuve qu'il est prêt à se soumettre aux ordres de M. Loofoet. M. Mermel désormais à peu de choses près, décidera qui devra être délégué ou pas.

(Extrait du n° 129 de la V. O. Desfossés)

#### ● Chez Genève

##### APRES LES ELECTIONS DE DELEGUES

Cette fois, indiscutablement, la C.G.T. ne peut se permettre de lancer un communiqué de victoire tel qu'elle a l'habitude d'en diffuser à tous propos et très souvent hors de propos. Les résultats sont clairs, brutaux : la C.F.T., syndicat national, a recueilli la majorité des sièges aux dernières élections : trois sièges dans le 1er collège, deux sièges parmi les employés. La C.F.T. dispose de la majorité des postes de délégués soit cinq sur neuf. Le recul de la C.G.T. par rapport aux élections de l'année

dernière est catastrophique. Elle avait 3 sièges sur 6 dans le collège ouvrier, elle en a cette année 4 sur 7.

À quoi attribuer cet échec ? Avant tout à l'inaction systématique de la C.G.T. Durant l'année qui vient de s'écouler, la Direction Simca est passée à l'offensive : prime trimestrielle anti-grève, vagues successives de licenciements, accélération des cadences, etc., voilà ce que nous a apporté la « réorganisation ». Parallèlement, des pressions étaient faites sur certains pour qu'ils adhèrent à la C.F.T. La promesse de passer chef, de « pomper » a décidé quelques-uns à adhérer à la C.F.T. Pendant ce

temps, que faisait la C.G.T. qui avait la confiance de la grande majorité des ouvriers : rien, absolument rien. Les licenciements, l'accélération des cadences la laissaient également indifférente.

La C.G.T. ne faisait rien, les « indépendants », avec la complicité de la Direction, nous obtiennent quelques brouilles (bleus de travail, augmentation de la prime trimestrielle) et des ouvriers en sont arrivés à la conclusion : « de toutes façons, la C.F.T. ne peut être pire que la C.G.T. qui est incapable d'organiser quelque chose ».

Avant les élections, nous présentions le syndicat indépendant comme un représentant direct de

la Direction et nous demandions de voter pour la C.G.T. Les résultats n'ont pas modifié notre opinion.

La C.G.T. saura-t-elle tirer les leçons de son échec, regagner de l'influence parmi les travailleurs en prenant enfin l'initiative de l'organisation de nos luttes ? Nous n'en savons rien. En tout cas, si cette centrale ne s'occupe pas de nous, ce n'est pas une raison pour confier nos affaires au patron !

Et la preuve sera faite qu'il ne faut compter que sur nous-mêmes pour organiser notre combat.

(Extrait du n° 109 de la « V.O. » Genève.)

## UN PEU PARTOUT, LA C.G.T. BAFOUE LA DÉMOCRATIE SYNDICALE

## ELLE EN ARRIVE A FAIRE LE JEU DES SYNDICATS PATRONAUX

## Quand le gouvernement nous en-dore... la pilule

Il y a trois semaines, la commission de spécialistes qui avait été constituée à la demande du ministre de la Santé Publique pour étudier les éventuels inconvénients de ce que la grande presse appelle « la pilule » anti-conceptionnelle, faisait connaître les premiers résultats de ses travaux.

On se souvient que c'est au cours de la campagne électorale que le problème de l'abolition de la loi de 1920 qui réprime toute divulgation relative à des méthodes anticonceptionnelles, avait été soulevé par Mitterrand, auquel tous les autres candidats s'empressèrent d'adhérer le pas, et que la création de la commission en question avait en quelque sorte été la participation du candidat de Gaulle à cette chasse aux électrices.

Quelles qu'aient été les raisons démagogiques qui poussèrent les différents candidats dans cette voie, si la campagne électorale devait amener l'abolition de cette législation, on ne pourrait que s'en réjouir, mais il n'est pas sûr du tout que ce résultat soit atteint, du moins dans un proche avenir. Le gouvernement prend son temps, le rapport officiel des « sages de la contraception » ne sera, par exemple, publié que le 2 mars, et il convient, en outre, de dénoncer la manière dont le problème a été officiellement abordé et présenté, la manière dont la confusion a été savamment entretenue.

On a tout fait, par exemple pour identifier « abolition de la loi de 1920 » et « vente libre de la pilule » — l'un des moyens actuellement connus de contraception — alors qu'il s'agit de problèmes absolument différents.

Et le seul vrai problème qui se pose en fait, c'est celui de l'abolition d'une législation profondément réactionnaire.

En 1920, au lendemain de la première guerre mondiale, la chambre de droite « bleu horizon » adoptait cette loi qui interdit toute recherche, toute publicité, toute divulgation — même privée du médecin à son patient — dans le domaine de la contraception. Et, depuis 45 ans, ce texte est toujours en vigueur, non seulement grâce à la bénédiction de la droite « Travail-Famille-Patrie », mais aussi grâce à l'appui bien plus scandaleux du parti « communiste », qui s'est d'ailleurs montré fort discret lors de la campagne électorale à propos des positions de Mitterrand.

Le comble est que sur le plan de « l'efficacité », de la natalité, cette législation est notoirement inefficace. Elle n'a pas empêché le taux de natalité de descendre, entre les deux guerres à l'un des plus faibles chiffres jamais atteints, alors que le développement semi-clandestin du « planning familial » coïncide aujourd'hui avec une expansion démographique remarquable si l'on en croit la presse de ces derniers jours.

Le drame, c'est justement que les femmes doivent se débrouiller, avec tout ce que cela implique de misères physiologiques et morales dans la vie de millions de femmes, avec le nombre effrayant d'avortements effectués chaque année dans des conditions d'hygiène déplorables (sauf pour les femmes de la bourgeoisie qui ont les moyens de s'offrir un petit séjour en Suisse, ou même plus simplement d'obtenir en France, finances aidant, ce qui est refusé au commun des mortelles).

Sans le droit de n'être mère que si elle le veut et de n'avoir des enfants que lorsqu'elle le désire, la notion de liberté individuelle est, pour la femme, totalement dénuée de sens. Et les socialistes dignes de ce nom ont toujours été partisans du droit

absolu à la maternité volontaire et consciencieuse... ou à l'absence de maternité. Et ce n'est même pas une revendication révolutionnaire : bien des pays capitalistes ont en ce domaine adopté une législation autorisant la divulgation des méthodes contraceptives, parfois même réglementant dans des limites variables l'avortement, sans saper pour autant les bases de la sacrosainte famille bourgeoise.

En réalité, la législation de 1920 est destinée à imposer à tout un pays le respect de la morale érigée par le réactionnaire de ses meilleurs dirigeants. Le temps où l'on jetait en prison ceux qui ne respectaient pas le jeûne du carême est sans doute révolu, mais moins qu'on le croit généralement, et en matière de contrôle des naissances, c'est la morale catholique que, de gré ou de force l'on essaie de nous imposer.

Et le problème de l'incocuité et de l'efficacité de la pilule n'est évoqué que pour noyer le poisson, car « la pilule », ou plutôt les pilules, car il existe plusieurs de ces produits, sont déjà commercialisés et utilisés, en France, depuis plusieurs années. Et l'abolition de la loi de 1920 signifierait seulement que les médecins auraient le droit de dire à leurs pratiques que ces produits ont des propriétés contraceptives et de les prescrire dans ce but. L'abolition de la loi de 1920 ne signifierait nullement que tout produit se disant anticonceptionnel pourrait être mis en vente libre si son utilisation nécessitait un contrôle médical. On ne voit pas en quoi cette abolition devrait transformer la législation sur les produits pharmaceutiques.

Et, d'ailleurs, les « pilules » sont loin d'être le seul moyen contraceptif. Il en existe d'autres d'une incocuité quasi absolue et auxquels on peut peut-être uni-

quement reprocher d'être mal commodes. Pourquoi donc le gouvernement ne parle-t-il pas de ceux-là qui, eux, pourraient être en mis en vente libre, même s'il faut des conseils médicaux pour les utiliser.

Et lorsque l'on évoque les inconvénients des différentes méthodes anticonceptionnelles actuellement utilisées et le fait qu'il n'existe encore aucune solution parfaite, on se moque du monde, tout simplement car la législation de 1920 interdisait pratiquement toute recherche en ce domaine, cet état de fait n'est pas près de changer.

Cette confusion soigneusement entretenue ne fait que masquer la mauvaise volonté gouvernementale. Les élections passées, il n'y a aucune raison pour que l'on se presse beaucoup dorénavant, et, selon toute vraisemblance l'aiguille à tricoter de grand-maman a encore de beaux jours devant elle.

L'adoption d'une législation libérale ne signifierait d'ailleurs pas l'affranchissement total de la femme du joug millénaire que la nature, et plus encore la société, font peser sur elle. Cet affranchissement est inséparable de celui de l'humanité toute entière, de la construction d'une société socialiste. Et il est certain qu'une telle législation profiterait d'abord à celles dont le niveau de culture est le plus élevé, c'est-à-dire d'abord aux femmes de la petite bourgeoisie intellectuelle qui forment effectivement aujourd'hui l'essentiel de la clientèle du planning familial.

Mais le fait que les femmes de l'ère atomique soient condamnées à subir les mêmes déterminismes biologiques aveugles qui régissaient la vie de nos arrière-grand-mères de l'âge de pierre, entre bien autres choses, juge notre société.

Christian JUNG

## • VU DE NOTRE FENÊTRE

### MAIS NON, MAIS NON, DIT ANDRE WURMSER

DANS l'« Humanité » du 29-12-65, à côté d'un article sur les 45 ans du PCF (article qui brille par les mensonges et les « oublis ») André Wurmser justifie son parti des « insinuations » lancées contre lui par deux historiens.

Wurmser déclare qu'on a insulté le PCF. De quoi ? D'avoir été à deux doigts de faire la révolution en 1945. Quelle horreur ! Comme si le PCF voulait conduire la classe ouvrière à la prise du pouvoir ! Jamais de la vie... La preuve Wurmser écrit : « Pendant 4 ans, les communistes se sont battus, avec pour SEUL BUT (souligné par nous) la libération de la patrie. Sur quoi se baser pour douter de leurs intentions ? Sur leurs actes ultérieurs ? Hé non puisqu'ils ont été conformes, justement, à leur attitude pendant l'occupation. »

C'est vrai, Monsieur Wurmser, le PCF a bien remis en selle la bourgeoisie française ; c'est le PCF qui a déclaré : « produire d'abord, revendiquer ensuite » et « la grève est l'arme des trusts », et le bourgeois Robert Aron vous en est bien

mal reconnaissant puisqu'aujourd'hui, il vous insulte (selon vos propres termes) en faisant semblant de croire que vous êtes des vrais communistes.

Si cela peut consoler A. Wurmser, nous, nous ne croyons pas qu'il souhaite une révolution prolétarienne.

Il faut être mauvais patriote et « diviseur trotskyste » comme Marx, Lénine et la Voix Ouvrière pour vouloir mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la révolution.

### DE DIX ANS EN DIX ANS...

A la suite du décès d'une étudiante dans une clinique psychiatrique et du procès qui a lieu actuellement, la presse nous apprend (Le Monde et France-Soir du 8-1-66) que des améliorations ont été apportées depuis dans l'organisation de la clinique en question :

— Le nombre de lits a été ramené de 60 à 42.

— 12 infirmières au lieu de 2 ont été engagées.

— Et un médecin psychiatre, digne, lui, de son titre et de ses fonctions, est désormais attaché à l'établissement, en rem-

placement du médecin octogénaire qui percevait 300 francs par mois.

Ces articles de presse nous apprennent aussi que les inculpés d'aujourd'hui ont déjà été condamnés pour homicide par imprudence en 1950.

En régime capitaliste, la médecine est un commerce et comme dans tout commerce il n'y a pas de petites économies même lorsque des vies humaines sont en jeu.

En tous cas, on espère que dans 15 ans on ne reverra pas les mêmes retraduits devant les tribunaux pour des faits semblables.

### COCHONS DE PAYANTS

Il y a longtemps qu'on n'a pas augmenté le prix de l'essence en France. Cela n'empêche pas qu'il soit encore le plus élevé de tous les pays d'Europe.

Mais ici et là nous voyons apparaître quelques autoroutes à péage, nous constatons que leur utilisation revient à l'automobiliste à environ 5 AF du km. Pour une voiture moyenne qui consomme 7 à 8 litres au

100 le prix du km passe de 7 ou 8 AF à 12 ou 13 AF. Autrement dit, le litre d'essence, n'augmente pas officiellement, mais tout se passe comme s'il passait de 1 à 1,70 F quand on circule sur une autoroute.

Au Guatemala la répression s'abat impitoyablement sur les militants révolutionnaires. Deux paysans guatémaltèques, Roberto Duarte Diaz et Lucindo Ramirez Munoz viennent d'être condamnés à vingt ans de prison. Le 8 décembre un étudiant trotskyste de nationalité mexicaine a été enlevé par la police guatémaltèque et torturé. Depuis, s'il n'est déjà mort, sa vie est menacée. S'il ne périt pas de mauvais traitements, ses bourreaux peuvent après une parodie de jugement le condamner à la peine capitale.

Un télégramme de protestation a été envoyé par des intellectuels français (Sartre, Pingaud, de Beauvoir, Domenach entre autres) au gouvernement guatémaltèque.

Toutes les organisations ouvrières devraient s'associer aux protestations adressées à la légation du Guatemala à Paris.

## POUR QUE SONNE "KOLOKOL"

D'APRES le correspondant du « Monde » (4-1-66), des jeunes gens qui avaient monté une véritable « organisation secrète » comptant quelque 250 membres et disposaient d'une imprimerie clandestine pour publier une revue, viennent d'être condamnés par un tribunal de Leningrad.

« Kolokol », (la cloche) est le nom de leur revue. Ils l'ont emprunté à un révolutionnaire russe du 19ème siècle, Alexandre Herzen.

Ces jeunes étudiants ne s'opposent pas « au principe du communisme, mais à sa forme actuel-

le dans le pays, aux séquelles du stalinisme, et réclament plus de liberté de pensée et de parole ». (Le Monde).

Les peines de prison seraient de 7 ans pour le responsable du groupe et de 2 à 5 ans pour 8 de ses camarades.

Même si ces jeunes sont peu nombreux, même si leur combat est difficile, il est un encouragement pour tous ceux qui pensent que la victoire du prolétariat en octobre 1917 lui a été ravie par la bureaucratie stalinienne et que la révolution politique nécessaire en U.R.S.S. mûrit lentement mais est inévitable.

Du 25 au 30 janvier prochain se tiendra le Congrès National du Parti Communiste Italien. Ce Congrès revêt une certaine importance du fait que les débats tourneront autour de la question du Parti Ouvrier Unifié, en discussion depuis de longs mois.

De quoi s'agit-il ? De la proposition du leader communiste Giorgio Amendola de fusionner en une seule organisation les partis socialistes et le parti communiste.

Sur les trois partis socialistes que compte l'Italie, deux participent, avec la démocratie chrétienne, à ce que l'on appelle le gouvernement de « centre gauche ». Le Parti Socialiste Démocratique Italien (PSDI) de Giuseppe Saragat, affilié à la deuxième Internationale, n'a plus aucune influence sur la classe ouvrière. C'est avant tout une organisation sclérosée de notables qui ressemble fort à la SFIO de Guy Mollet. Le Parti Socialiste Italien (PSI) dirigé par Pietro Nenni garde une certaine base ouvrière. Il collabore avec le PCI au sein de la grande centrale syndicale CGIL. Lorsque Nenni accepta de faire partie du gouvernement, il s'éloigna sensiblement du PCI dont il était le plus fidèle allié. Une double opposition se fit jour : l'extrême gauche du parti, hostile à la participation gouvernementale et favorable à l'unité d'action avec les

communistes provoqua une scission et forma le Parti Socialiste Italien d'Unité Proletarienne (PSIUP). Dès sa naissance il proclama hautement qu'il n'était nullement question pour lui de dépasser le PCI sur sa gauche. Il entendait simplement rester fidèle à l'ancienne ligne du PSI « trahie » par Nenni. Et si un certain nombre de militants adhèrent au PSIUP en espérant y trouver une organisation révolutionnaire, ils déchantent rapidement. La politique du PSIUP ne diffère guère de celle du PCI et ses dirigeants furent chaleureusement accueillis cet été à Moscou.

Une autre opposition se manifesta à la gauche du PSI, celle animée par Ricardo Lombardi. Cette tendance reproche à Nenni de faire un mauvais réformisme... mais pas suffisamment mauvais pour ne pas pouvoir collaborer au sein d'un même parti.

Quant au Parti Communiste, ce n'est pas seulement le parti ouvrier le plus puissant d'Italie (il dit compter deux millions de membres) mais aussi le plus important parti stalinien d'Europe Occidentale. Aussi peu révolutionnaire que le PCF, il a profité de la déstalinisation pour prendre ses distances vis-à-vis de l'Union Soviétique et le put d'autant plus facilement qu'il disposait d'une base de masse (bien plus considérable que son homologue français) sur laquelle il

s'appuya pour mener une politique « nationale ». Chaleureux partisan du passage pacifique au socialisme, soulignant avec force les « aspects positifs » du Marché commun, voulant envoyer des députés au « parlement européen », il fait tout pour convaincre la bourgeoisie italienne de la pureté de ses intentions, de sa bonne volonté et surtout de son indépendance vis-à-vis de l'Union Soviétique. Car la bourgeoisie italienne, si elle est convaincue de longue date que le PCI n'a rien d'un parti bolchevique, n'est pas encore persuadée que le PCI, en cas de crise, serait prêt à défendre ses intérêts plutôt que ceux de la bureaucratie du Kremlin. Mais les dirigeants communistes ne désespèrent pas de se faire entendre. Et c'est dans cette perspective qu'il faut placer la proposition de fusion avec les organisations socialistes. Si ce que propose Amendola se réalisait, c'est-à-dire si le PCI, le PSI, le PSDI et le PSIUP fusionnaient, la réintroduction à part entière du PCI dans la vie politique bourgeoise en serait grandement facilitée, car une telle union ne pourrait se faire que sur les positions les plus à droite, c'est-à-dire celles du PSDI. On assisterait alors à la naissance d'un grand parti réformiste qui offrirait de grandes perspectives à la bourgeoisie italienne.

Une variante un peu différente est proposée par un autre diri-

geant communiste Pietro Ingrao. Il préconise une fusion du PCI, du PSIUP et de la gauche du PSI (Lombardi) en laissant de côté Nenni et Saragat jugés trop à droite. Mais les propositions d'Ingrao et d'Amendola sont semblables quant au fond. Elles s'inspirent du fait qu'il n'y a plus en Italie de différence de nature entre le réformisme classique et le réformisme stalinien et que les divergences qui subsistent sont purement tactiques. Mais même si le PCI a donné un certain nombre de gages d'indépendance vis-à-vis de la bureaucratie soviétique, il n'est pas sûr que les appareils sociaux-démocrates de tout poil soient eux aussi convaincus qu'ils ne risquent rien à une telle opération. Dans l'éventualité d'une fusion le PSDI et le PSI demanderaient des garanties afin de ne pas être étouffés par leur grand « allié ». D'autre part le PCI doit aussi compter avec les réactions d'un certain nombre de ses militants qui ne verraient pas d'un très bon œil la liquidation du parti et essaieraient peut-être de faire entendre leurs voix au Congrès. Et si la disparition du PCI n'est peut-être pas pour demain ou après-demain, n'empêche qu'elle est inscrite dans la logique des choses. Et sur cette voie, le PCI ne fait-il pas que montrer au PCF le chemin de son propre avenir ?

L. STERN.

La place des réformistes est-elle enfin vacante ?

## ● ÉCHOS DES ENTREPRISES

### LE PROBLÈME DES LICENCIEMENTS SE POSE AUSSI BIEN DANS LES INDUSTRIES MODERNES, COMME L'ÉLECTRONIQUE, QUE DANS CELLES PLUS ANCIENNES DES CHANTIERS NAVALS

#### LE DOS AU MUR

La perspective de licenciements non seulement à la Thomson mais dans toute l'électronique apparaît chaque semaine plus clairement. Pour le trust Thomson, il ne se contentera pas d'avoir annoncé les 180 licenciements de Nevers, les 80 de Lesquin, les 220 de Sartrouville. Mais voici maintenant que Pathé-Marconi, à Chalon, annonce 150 licenciements en tout alors que 44 ont déjà eu lieu en novembre et 22 à la fin de décembre.

Ailleurs, à la C.I.T., filiale de la C.G.E., 240 licenciements sont annoncés. La C.S.F., dans sa filiale de la C.O.S.E.M. à Saint-Egrève (fabrication de semi-conducteurs), à la suite d'une com-

pression d'effectifs a même licencié quatre ingénieurs. La C.I.C.E. (tousjours du trust C.S.F.), à Monteuil, licencie 55 ouvriers sur 200 en tout.

Les seules fluctuations de la production et les nécessités de réorganisation ne suffisent pas à expliquer tous ces licenciements. Ce qu'il y a d'abord c'est la volonté délibérée du patronat de revenir à une main-d'œuvre fluctuante. Ce que le patronat veut, c'est, comme avant 1936, pouvoir licencier quand il veut, embaucher quand il veut, de manière à faire payer les réorganisations aux ouvriers. Les caisses d'A.S.S. E.D.I.C. ont été créées pour nous faire accepter plus facilement qu'il y ait du chômage. D'ailleurs, cette volonté délibérée de

pouvoir disposer de nous à leur gré est clairement exprimée dans le V<sup>e</sup> Plan : il faut du chômage pour assainir l'économie.

Mais ce que peut le patronat, ce que vise le V<sup>e</sup> Plan, ce n'est pas une fatalité. D'ailleurs il y a bien des domaines du Plan où, malgré les prévisions, les patrons en prendront à leur aise. Car c'est la puissance financière pour les patrons, la force organisée pour nous, qui comptent en dernier lieu.

Nous ne serons forts que si nous comprenons que maintenant nous avons à mener un combat d'ensemble, d'au moins toute la construction électronique et électrique, pour la reconnaissance d'une convention collective nationale,

comportant la garantie de l'emploi et la garantie du salaire.

Chacun doit rester dans son usine, le travail doit être diminué et réparti entre tous. Nous ne voulons pas que les uns créent aux heures supplémentaires et les autres dans la rue.

Les salaires doivent être maintenus, garantis et payés à l'usine. Les patrons se débrouilleront bien pour ne pas aller faire la queue à la mairie ou le poireau dans les bureaux pour récupérer les allocations de chômage.

C'est en imposant cela que nous défendrons notre dignité de travailleur.

(Extrait du n° 178 de la « V.O. Thomson-Houston. )

#### ANARCHIE CAPITALISTE

Les menaces de licenciements continuent de peser sur les ouvriers des chantiers navals (C.A.P.) de Port de Bouc. Ceux-ci ont d'ailleurs fait grève à 100 % pour tenter de sauvegarder leur emploi.

On pense souvent que la construction navale, en général, connaît de graves difficultés par manque de travail. En réalité

c'est loin d'être vrai partout. Voici ce qu'écrit le journal financier « Le Capital » au sujet des chantiers navals de La Ciotat :

« La Société, par le jeu des options dont elle dispose, va se trouver actionnaire majoritaire des chantiers navals de La Ciotat, affaire dont les perspectives sont extrêmement favorables. Son carnet de commandes est en effet rempli jusqu'en 1969 et elle est à même d'édifier des pétroliers de 75.000 tonnes et, à la suite des

transformations, compte porter ce tonnage à 150.000 tonnes... »

Conclusion : chômage en perspective à Port de Bouc, cadences accélérées et heures supplémentaires en perspectives à La Ciotat. Dans un cas comme dans l'autre, qu'il n'y ait pas de travail, ou qu'il y en ait trop, c'est le travailleur qui fait les frais de l'opération.

Encore une fois nous devons revenir sur le problème de la garantie du salaire. Lorsqu'il y a

des licenciements ce n'est jamais de la faute des salariés mais toujours à cause du système capitaliste.

C'est donc qu'il faudra un jour obliger les capitalistes à verser aux ouvriers leur salaire QUELLES QUE SOIENT LES CIRCONSTANCES.

Mais cela, ce sera aux travailleurs de l'imposer par une lutte à l'échelle nationale.

(Extrait du n° 58 de la V.O. Quais et Docks.)

### MAIS A BESANÇON, ON EMBAUCHE

#### DEBOUT, C'EST L'HEURE !

Sur le plan local, le moment est à coup sûr propice pour montrer aux patrons que nous sommes là et qu'ils ont besoin de nous. Les pages des journaux de la région sont couvertes d'offres d'emplois ; à la Rhodia, on ouvre de nouveaux ateliers et LIP offre le Paradis.

S'il est une époque pour exiger des patrons qu'ils nous donnent

de quoi vivre décemment, c'est-à-dire 1000 F par mois, c'est bien maintenant ; car si les boîtes de Besançon embauchent à tour de bras, ce n'est certainement pas pour diminuer les cadences mais parce que les carnets de commandes sont pleins ou le seront bientôt.

Alors, qu'est-ce qu'on attend ? La récession qui doit forcément suivre cette période de boom ? Quand on licencie, qu'il y aura trop de main-d'œuvre sur la place et quand le patron aura beau jeu de dire « pour chaque ouvrier qui

part, il y en a dix qui attendent à la porte, alors méfiez-vous, l'usine ne marche pas si bien, cela ne me générerait pas beaucoup de vous f... à la porte ».

Après les élections, le 26 décembre, M. Benoit Frachon a fait à la presse une déclaration qui se voulait fracassante pour expliquer que la C.G.T. allait, sans tarder, prendre contact avec les autres organisations syndicales pour préparer l'action qui, vu les résultats, paraissait aussi évidente que nécessaire, etc., etc. Et puis plus rien. Peut-être les con-

ditions objectives ont-elles changé depuis le 26 décembre, à moins que les fêtes de fin d'année aient empêché Benoit Frachon d'aller jusqu'au bout de sa pensée.

En attendant, le temps passe toujours... Il est en notre pouvoir d'agir, le moment est propice. Au lieu d'écouter les temporisateurs et d'attendre, il serait peut-être bon que nous prenions nous-mêmes les choses en main.

(Extrait du n° 130 de la V.O. Lip)

# LES VÉRITABLES MAÎTRES DE NEW-YORK

« New York est paralysé par la grève des transports », c'est ce que titraient les quotidiens au premier jour de la grève.

Et aujourd'hui elle dure encore. Samedi 1er janvier 35.000 employés du métro et des autobus de New York cessèrent le travail, et par là-même paralysèrent la ville. Le même jour le nouveau maître de New York entre officiellement en fonction mais, lui, sans rien paralyser.

La grève avait été préparée de longue date, et tout le monde l'attendait. Les revendications du syndicat au départ étaient les suivantes :

- Semaine de 4 jours avec 32 h de présence au lieu de 40.
- Augmentation de salaire de 30 % (le salaire horaire est actuellement de 15,50 F).
- Droit de retraite après 25 ans de travail avec versement de la moitié du salaire.

- Congé annuel de 6 semaines.
- Majoration de 10 % des heures de nuit, etc.

Ces revendications peuvent nous paraître exorbitantes pour nous qui, en France, voyons nos syndicats revendiquer « le retour progressif aux 40 h », et d'ailleurs uniquement sur le papier.

Au départ de la grève, qui coïncide avec le renouvellement des conventions collectives valables pour deux ans, les autorités de la ville ont tenté d'empêcher le mouvement par un arrêté de la cour suprême de New York qui interdisait temporairement la grève. Michael Quill, dirigeant du syndicat des transports déchira publiquement l'arrêté de la cour suprême, s'exposant ainsi à des poursuites judiciaires (cela fait bien longtemps qu'on n'a pas vu nos « dirigeants syndicaux » avoir le même courage).

Parallèlement le maire et les journaux lancent une grande cam-

pagne contre la grève argumentant que la compagnie a déjà un déficit de 62 millions de dollars. Michael Quill leur répond : « On aurait pu trouver facilement l'argent pour satisfaire les revendications légitimes des ouvriers si seulement MM. Rockefeller et Lindsay avaient voulu oublier un moment leur rivalité. Si au lieu de se demander qui sera candidat aux élections présidentielles en 1968 ils s'étaient mis d'accord sur les subventions que l'Etat de New York doit accorder à la ville ».

Bien sûr le syndicat se place à un niveau très corporatiste, et absolument pas sur le terrain de classe. Et s'il a un caractère politique, c'est en s'opposant au maire « républicain » alors que Quill soutenait plus ou moins le maire précédent, démocrate.

Il se peut que le mouvement dure encore un certain temps (rappelons-nous la grève des journaux new-yorkais qui dura

près de deux mois). Sa réussite est possible mais aléatoire. Il est fort probable qu'on impose une augmentation du prix des transports (qui est unique à 75 centimes) en le faisant retomber sur le dos des ouvriers (comme toujours, pauvres patrons !).

Mais victorieux, les employés des transports le seront de toutes façons. Bien que leur mouvement se veuille avant tout corporatiste, c'est en fait et malgré tout à une manifestation de force d'une classe qu'on a affaire. Les employés des transports urbains ont montré que les maîtres de la ville c'étaient eux, les travailleurs, et pas le maire Lindsay.

Et le jour où les ouvriers de l'Amérique entière donneront cette leçon aux classes possédantes, qu'eux seuls sont les maîtres, alors il n'y aura plus ni Lindsay, ni Johnson, ni Congrès, ni Sénat, ni républicains, ni démocrates.

J. FAIRMAN

## ● ÉCHOS DES ENTREPRISES ●

Dans les banques

Dans les compagnies d'assurances

ON MODERNISE...

LES CONDITIONS D'EXPLOITATION

ASSURANCES GÉNÉRALES

PAS PLAISANTER AVEC NOTRE SANTÉ

A Drouot, il ne faut pas être malade, pas se blesser, pas se trouver mal. Ce n'est pas prévu au programme. Pourtant la semaine passée des employés ont eu besoin de soins et la manière dont on les a traités a été scandaleuse.

Bien sûr, tous les collègues étaient pleins de bonne volonté, mais que peut-on faire si on ne sait pas où se trouve l'infirmerie, que peut faire une infirmière quand tous les placards et armoires sont verrouillés, quand rien n'est installé même pas un lit.

De toute manière, peut-on appeler infirmerie un pauvre réduit où il faudra faire la queue pour se trouver mal et encore l'après-midi seulement puisqu'il paraît que le matin, il n'y aura pas de soins dispensés.

Déjà, rue de Richelieu, on ne disposait que d'un sous-sol sans air, mais là c'est un comble.

Evidemment, on ne peut rien reprocher aux délégués. Ils nous avaient bien avertis que l'infirmerie ne serait installée que bien après les dossiers, les machines et les employés. Ils ont fait leur devoir de délégués de la direction.

Seulement nous, nous savons bien que nous ne sommes pas à l'abri d'un malaise, surtout avec la chaleur qui règne dans certains bâtiments et nous ne devons pas être obligés de prendre un bus pour aller nous faire soigner.

La loi prévoit la présence, en permanence, d'une infirmière et l'installation adéquate. Nous savons bien que la direction ne respecte les lois que quand elle

y trouve son compte ou quand nous l'y contrainçons. Dans le cas où notre santé est en jeu, nous ne devons pas hésiter à le faire : des tribunaux existent pour cela.

(Extrait du n° 64 de la V.O. Assurances générales.)

AU CREDIT LYONNAIS

DU NEUF ET DU PAS RAISONNABLE OU LES PIEDS DANS LE PLOT

L'immeuble de Levallois à peine terminé et occupé, voilà qu'il ne va pas !

Il a fallu qu'on installe les meubles pour qu'on se rende compte que la mirifique installation des prises noyées dans le sol ne correspondait, pas à l'implantation des bureaux !

Alors pendant quelques semaines nous nous sommes pris, à qui mieux mieux, les pieds dans les fils et maintenant la direction entend de construire un faux plancher surélevé pour que les prises retombent au bon endroit.

Et maintenant c'est la tête que l'on se prend à deux mains à cause des coups de marteaux.

Mais tout cela ce n'est que misère. Pensons un peu à tout ce que cela coûte. A tout ce que le C.L. dépense sans sourcilier pour faire du retard avec du neuf et pensons à ce qu'il ose refuser sans sourcilier aussi quand nous demandons simplement que l'on compense un peu le temps que l'éloignement nous fait perdre dans les transports en commun.

(Extrait du n° 88 de la V.O. Crédit Lyonnais.)

## A NOS AMIS

Nous éditons régulièrement des affiches reproduisant généralement tout ou partie de l'éditorial des bulletins d'entreprises ou de caractères différents selon les circonstances.

Nous rappelons à tous ceux qui peuvent en assurer le placardage dans leur ville ou leur quartier que nous en tenons à chaque fois à leur disposition (joindre quelques timbres à la demande pour les frais de port).

Nous préciser si nous devons faire un envoi régulier ou pas, et le nombre d'exemplaires désirés.

## CHEZ MICHELIN

# LES AFFAIRES VONT BIEN LA REPRESSION S'ABAT

DES PROMESSES...

Comme de coutume à pareille époque, F. Michelin vient de nous adresser ses vœux, livrant une fois de plus à nos méditations le portrait du parfait ouvrier Michelin tel qu'il le conçoit.

Les intérêts de la Maison étant les nôtres, du moins à ce qu'il affirme, ce qu'il peut nous souhaiter de mieux c'est la prospérité de l'entreprise. Nous sommes conviés à y collaborer par notre attitude de tous les jours. Sans cesse nous devons nous sentir concernés par la bonne marche de l'usine, prenant, chaque fois que nous le pouvons des initiatives, réfléchissant avant d'employer le moindre bout de fil de fer : il faut savoir être économe. Bref, il nous faut nous sentir à tout instant mobilisés au service des intérêts Michelin.

La rengaine est vieille... Et puisque l'an dernier nous avons entendu sensiblement la même, voyons un peu les résultats pour nous des promesses de l'an passé. Il faut juger sur pièces...

...A LA REALITE

On veut que nous prenions des initiatives. Nous sommes si bien encadrés que le seul moyen possible c'est la voie officielle des suggestions. Celles qui sont acceptées sont la plupart du temps celles qui font gagner du temps au patron sur notre dos. C'est donner le fouet pour se faire battre. Quant à la responsabilité vis-à-vis du matériel, ça n'a pas l'air d'être la qualité dominante dans les hautes sphères : il n'est que de se rappeler le gâchis du pneu Xa 2 par exemple ou bien ces ateliers flamant-neufs que l'on démolit sous nos yeux — « erreur de planning » —

Quant à nos intérêts qui se confondraient avec ceux de la Maison les comptes sont faciles à faire : la Maison Michelin a très bien fait ses affaires l'an dernier, c'est le moins qu'on puisse dire. Panhard a été absorbé, Kléber-Colombes sur le point de passer sous contrôle. Des tractations entre Citroën et Peugeot semblent annoncer une nouvelle extension et l'action Michelin est actuellement au plus haut de son cours. Et notre part dans tout ça ? L'année a été maigre et ce ne sont pas les queles 6 à 12 Cfs d'augmentation que nous allons toucher qui changent grand-chose. C'est comme cela que Michelin entend le partage : la grosse galette pour lui, les efforts pour nous quittés à nous redistribuer quelque au moins s'il est particulièrement satisfait. Les bons pères ne remplacent pas une bonne paye !

(Extrait du n° 144 de la V.O. Michelin.)

UN BOUC EMISSAIRE

Un de nos camarades, délégué à B.I.E., vient d'être licencié par la

direction. On lui reproche toute une série de manquements au règlement, tous plus insignifiants les uns que les autres. Mais, ce qu'il y a de frappant, c'est le nombre de motifs invoqués ; on a l'impression de lire un rapport de détective privé qui se serait attaché à ses pas et aurait minuté toutes ses actions. Visiblement, on tenait à se débarrasser de lui et un des flics de la direction a dû être à ses trousses pendant un bon bout de temps. Pour la direction, tous les moyens sont bons quand il s'agit de se défaire d'un gêneur et quelqu'un qui se consacre à la défense des intérêts de camarades en est presque automatiquement un pour elle. Peu lui importe dans ce cas qu'il s'agisse d'un homme ayant atteint la cinquantaine qui n'arrivera peut-être pas, vu son âge, à retrouver du travail ; qu'il ait besoin de gagner sa vie et peut-être une famille à nourrir. Quand ses intérêts sont en cause, la Direction n'a que faire de considérations humanitaires.

Mais ce qui est beaucoup plus inadmissible, c'est que nous l'ayons laissé faire. Nous devions défendre notre camarade pour toute une série de raisons toutes plus impératives les unes que les autres : à cause de l'exceptionnelle gravité d'un licenciement à son âge, du fait des raisons mêmes pour lesquelles la direction le licencie, parce qu'il était notre défenseur. Et, même s'il n'y avait que ce motif, nous devions le défendre

parce que c'était notre intérêt. Laisser renvoyer un délégué, c'est nous laisser désarmer par la direction, c'est lui administrer la preuve de notre faiblesse. Il y a eu un temps où elle y aurait regardé à deux fois avant d'oser pareil acte. Nous venons de lui prouver qu'elle pouvait se le permettre sans rencontrer de réaction. Nous ne tarderons pas à en subir les conséquences si nous ne nous décidons pas à réagir.

(Extrait du n° 144 de la V.O. Michelin.)

VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon Paris-X<sup>e</sup>

Abonnement 6 mois : 10 F, au nom de Maurice Schrœdt. C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHRœDT

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie Parisienne Wilson Proudhon 86, avenue du Président-Wilson La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

NOUS ne pouvons étant donné la présentation par rubrique et le manque de place, donner toutes les « Voix Ouvrière » ni, à plus forte raison, publier toutes les informations qu'elles contiennent. Mais nous nous tenons à la disposition de ceux de nos lecteurs qui désirent recevoir l'un de ces bulletins ronçonnés pour leur en faire un service régulier (2 francs par an en timbre ou à notre C.C.P. Paris 9424-78, pour frais d'expédition).

- En voici la liste :
- AERONAUTIQUE : SNECMA Kolmerna. — Paris XIII<sup>e</sup>.
  - HISPANO-SUIZA. — Bois-Colombes (Seine).
  - AUTOMOBILES : BERLIET. — Lyon-Vénissieux.
  - CHAUSSON. — Gennevilliers (Seine).
  - CITROËN. — Usines Levallois et quai de Javel.
  - PANHARD. — Paris.
  - GENEVE. — Ivry (Seine).
  - PEUGEOT. — Sochaux.
  - RENAULT. — Boulogne-Billancourt, 5 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine.
  - R.N.U.R. — Général.
  - R.N.U.R. — Bâtiment C.
  - R.N.U.R. — Bateaux.
  - R.N.U.R. — Département 37.
  - R.N.U.R. — U 5.
  - METALLURGIE : Acieries et Forges de la Loire C.A.F.L. Saint-Chamond.
  - CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — Saint-Nazaire.
  - Montres LIP. — Besançon.
  - OLIER. — Clermont-Ferrand.
  - WESTINGHOUSE. — Grenoble.
  - WESTINGHOUSE. — Sevran.
  - BOURGOGNE ELECTRONIQUE. — Dijon.
  - CABLES DE LYON. — Lyon.
  - C.I.T. — Paris 15<sup>e</sup>.
  - Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine).
  - C.S.F. — Levallois (Seine).
  - THOMSON. — Gennevilliers (Seine).
  - CHIMIE ET CAOUTCHOUC : RHONE-POULENC. — Vitry (Seine).
  - ROUSSEL - UCLAF. — Romainville (Seine).
  - Raffinerie ANTAR. — Donges (Loire-Atlantique).
  - MICHELIN. — Clermont-Ferrand.
  - SERVICES ET DIVERS : AIR-FRANCE. — Ateliers Orly-Nord (Seine).
  - AIR-FRANCE. — Blanqui, Paris-13<sup>e</sup>.
  - ASSURANCES GÉNÉRALES. — Siège Paris.
  - ASSURANCES GÉNÉRALES Drouot.
  - CAISSE CENTRALE D'ALLOCATION FAMILIALES. — Rue Viala, Paris 15<sup>e</sup>.
  - CHEMINOTS. — Générale.
  - Imprimerie DESFOSSÉS. — Issy-les-Moulineaux.
  - CREDIT LYONNAIS. — Siège central Paris.
  - CREDIT LYONNAIS Levallois.
  - CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE. — Rue de Valenciennes, Flandre, Paris.
  - NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE. — Paris.
  - QUAIS et DOCKES. — Marseille.

# LA CATASTROPHE DE FEYZIN EN EST UNE ILLUSTRATION SPECTACULAIRE A CHAQUE INSTANT LES TRAVAILLEURS RISQUENT L'ACCIDENT GRAVE

## ● A Bourgogne-Electronique

### SELF DEFENSE

L'usine a reçu la visite des Inspecteurs du Service de Sécurité venus pour vérifier si toutes les mesures de protection étaient appliquées. Sinon, gare à l'amende. La Direction, qui se soucie habituellement assez peu de notre santé s'est réveillée en voyant pointer le kepi du gendarme. Elle a fait installer, compléter ou réparer les systèmes de sécurité

et les dispositifs de protection (entre autres aux peintures, à Eurista, où il y a eu récemment des cas d'intoxication) ; elle a fait mettre des prises de terre aux machines qui n'en avaient pas, etc.

Une fois le gendarme passé, l'amende évitée, la Direction peut se vanter d'avoir une belle usine fleurie où tout est « en règle »... jusqu'au prochain accident non prévu par les services d'implan-

tation et de méthodes, auxquels la Direction demande de prévoir une production plus rapide, plus économique, mais non la parfaite sécurité des travailleurs.

Si, pour le patron la production — c'est-à-dire le chiffre d'affaires — prime tout, pour nous, travailleurs, c'est notre santé que nous devons avant tout préserver : c'est notre seul capital.

N'attendons pas l'accident, l'intoxication ou la visite d'un inspec-

teur pour être vigilants. Assurons nous-mêmes notre sécurité en signalant les risques d'accident ou les installations défectueuses à qui de droit (chefs, agents techniques ou délégué à la sécurité) et, le cas échéant, n'hésitons jamais à refuser un travail dangereux ou mal protégé ; il y va de notre santé, parfois de notre vie.

(Extrait du n° 18 de la V. O. Bourgogne électronique)

## ● Chez Berliet

### LES FEYZIN QUOTIDIENS

La catastrophe de Feyzin est tragique, certes et horrible aussi, mais elle ne doit pas nous faire oublier qu'un de nos camarades de travail est mort, à Berliet,

brûlé vif lui aussi, dans un accident de travail, moins spectaculaire mais bien plus courant. Son compagnon n'est pas mort mais il est gravement brûlé.

Et là, pas de commission d'enquête, pas de presse, pas de grands titres, pas de responsables poursuivis.

Ce n'était pas un gigantesque réservoir mais un simple fût au-dessus duquel notre camarade devait travailler au chalumeau.

Il est mort de l'exploitation et des conditions lamentables dans lesquelles on nous fait travailler. Et la grande presse qui s'émuit

pour Feyzin pourrait bien aussi s'émouvoir à propos des conditions dans lesquelles doivent travailler cinq à six millions d'ouvriers d'industrie.

(Extrait du n° 96 de la V. O. Berliet)

## ● Chez Peugeot

### MUTILES EN SURSIS

Le début de l'année se solde déjà par un accident sur une presse en Tôlerie-emboutissage. Un jeune camarade de 22 ans se retrouve avec une main en moins.

C'est, paraît-il, une commande manuelle, appelée en argot du métier « coups de poing » qui, se trouvant installée à l'envers, se rendait la cause de l'accident.

Mais pour nous, les causes réelles en sont une fatigue accrue de

jour en jour par les cadences, et aussi un travail lassant, qui rendait l'homme à l'état d'automate, paralysant ses réflexes et le rendant incapable d'exercer un contrôle efficace.

Notre sécurité, il faut l'assurer

nous-mêmes, et parfois malheureusement contre nos camarades qui, poussés par un rythme de production frénétique, en arrivent à oublier la prudence nécessaire. (Extrait du n° 79 de la V.O. Peugeot).

# LA GUERRE AU VIETNAM A 20 ANS

● suite de la page 1

les Alliés vont jouer le jeu. Le 22 septembre 1945, les Britanniques se présentent à la prison où sont détenus des militaires français et expliquent au directeur annamite qu'ils en assureraient désormais le contrôle. Les Anglais délivrent ainsi les officiers parachutistes français qui s'y trouvent. Le même jour 1.500 soldats de l'armée d'Indochine du Sud qui avaient été faits prisonniers par les Japonais le 9 mars et qui se trouvent dans une caserne de Saïgon, sont libérés et armés. Le 23 entre 4 et 5 heures du matin les principaux commissariats, la Sûreté et le Trésor sont occupés par les soldats français (des soldats hindous avaient aidé les Français). Puis la Mairie est occupée. Le Viet-Minh se replie. Le 24 septembre, le mouvement se développe, l'infanterie procède à des perquisitions dans le centre de la ville. Trois détachements de marins font le même travail sur les quais de Saïgon.

Dans l'après-midi du 24 le Viet-Minh contre-attaque. Il tient tout les quartiers extérieurs. Il fait des incursions jusque dans le centre de la ville. La guerre d'Indochine est commencée. Le 29 septembre les dragueurs « Le Triomphant » et « Le Richelieu » arrivent.

Du 15 au 19 octobre arrivent « Le Suffren » et « Le Gloire ». Puis, le porte-avion « Bearn ». Le gouvernement français lance des colonnes vers le Nord. La saison est favorable. Le 24 octobre, les franco-anglais occupent Thu-daumot centre de grandes plantations d'hévéas à 40 km au nord de Saïgon. Le 26 octobre, « My-Tho » est occupé et le 3 novembre le journal « Le Monde » écrit victorieusement : « la phase principale des opérations semble donc terminée : un filet est maintenant tendu qui permettra de capturer la majeure partie des troupes du Viet-Minh dans cette région ».

En tous cas il aura fallu plus d'un mois aux troupes franco-anglaises pour arriver à dégager,

dans une certaine mesure, une région qui ne dépasse pas un cercle de 50 kilomètres de rayon autour de Saïgon ; mais c'est dans ce cercle que se trouvent les richesses principales de l'Indochine du Sud.

C'est ainsi que débutera la « sale guerre » d'Indochine qui verra son épilogue avec la bataille de Dien Bien Phu du 7 mai 1954. Les accords d'armistice signés le 20 juillet 1954 à Genève partageaient le Vietnam en deux, suivant le tracé du 17e parallèle. Des élections générales devaient au plus tard deux ans après, en juillet 1956, donner au Vietnam un gouvernement unifié...

Du 21 juillet 1954 au 28 avril 1956, les troupes françaises stationnent encore au Sud-Vietnam, mais l'impérialisme français n'est plus de taille à tenir la place forte sud-vietnamienne et, de mauvais gré, il devra céder la place à l'impérialisme américain qui prend la relève.

Les USA vont profiter de cette période de transition pour assu-

rer leurs préparatifs. Réseau d'aérodromes équipés d'installations des plus modernes, construction d'autoroutes. Bases navales de Tourane, de Nhatrang, de Camranh élargies, équipées d'installations modernes. Tout cela en présence de la Commission Internationale de Contrôle chargée de veiller à l'application des accords interdisant de créer de nouvelles bases militaires et de faire rentrer tous renforts en tous types d'armements, de munitions et d'autres matériels de guerre.

Mais les années passent et il n'est plus possible d'avoir d'illusion. Pour le paysan vietnamien il n'y a pas d'espoir. La guérilla reprend. Pour les Etats-Unis leur idée première est de ne pas faire comme l'impérialisme français pour combattre la « subversion » il ne veut pas envoyer de corps expéditionnaire, mais veut utiliser un gouvernement « national » et des troupes « nationales ». Et ce sera le régime de Diem, puis sa chute, et la guerre « américaine ».

Françoise MAIGNAN.

## ● CINÉMA

# “ Les camarades ”

Réalizations de Monicelli

**I**TALIE fin du XIXème siècle. Dans l'Italie du Nord le capitalisme industriel se développe prodigieusement. Turin qui était quelques dizaines d'années auparavant un important centre commercial est devenue une ville industrielle avec ses faubourgs ouvriers et son lot de misère et d'insalubrité.

Un de ceux qui se trouve à proximité d'une filature où tout le monde travaille : à 70 ans ou à 13-14 ans, célibataire comme mère de famille. A cinq heures, tout le monde est debout, à six heures, tout le monde est à son poste, devant sa machine, devant sa chaudière, et ça commence dans un bruit infernal. Le garde-chiourme est là pour voir celui qui lève le nez de son bûlot. Une sirène : la pause. On sort en vitesse dans la cour avec la casse-croûte, et on se dépêche de manger. Dans un coin un gars du Sud qui a vite fait de manger ce qu'il n'a pas amené. On dit bonjour à travers les grilles fermées de l'usine à sa femme qui montre le

petit. Une sirène : ça recommence. Comme ça pendant 14 heures. Et des jours, et des semaines. Jusqu'au jour où... un cri dans l'atelier, un compagnon s'est laissé prendre le bras dans une machine ; à l'hôpital on fait la quête, mais un camarade se lève : « Vous ne pensez pas que c'est pas grand chose ? » « Et alors quoi... » « Faut aller voir le patron... » « Faut faire 13 h. et pas 14 h. »

Un comité est constitué qui ira parler au patron. Et tout ça n'est pas posé sur un ton tragique, bien au contraire, on rit, on aime ces hommes et ces femmes, parce qu'ils sont humains, vivants.

On n'est pas reçu par le directeur, on va débrayer une heure avant la fin ; mais tout tombe à l'eau car les hommes de la direction sont sur leurs gardes. C'est dimanche, on s'est tous réunis, pour se demander ce qu'on va faire.

Tout à coup débarque d'on ne sait où, un professeur ami de notre instituteur qui nous apprend

à lire le soir après le travail. Il nous dit ce qu'il faut faire : « Ce n'est pas une heure de grève, mais un jour, une semaine, pour montrer aux patrons que nous êtes des hommes et pas des bêtes de somme ».

On est d'accord, la grève est cotée, par tous. Elle s'organise, on achète ce que l'on peut... à crédit tant qu'il est temps.

Le patron fait venir des jaunes. On les attend, le professeur leur explique, ils ne comprennent pas, alors c'est la bagarre. Un camarade est tué écrasé par un train. Ça fait trop de bruit, la presse en parle, les patrons se repentent. Et on s'installe dans la grève. Des signes de fatigue se font sentir, le moral baisse. Le patron cherche des appuis. Un du comité se laisse prendre aux douces paroles du directeur : « Je suis un salarié comme vous... Il pense qu'il faut mieux d'abord reprendre le travail : « Le patron n'est quand même pas une bête. Il donnera après ».

On est tous sur le marché. 31 jours de grève c'est long, la majorité est prête à céder. Le professeur arrive, il parle : « Ceux qui sont fous, sont ceux qui veulent travailler 13 heures et gagner plus ». « Ceux qui sont raisonnables sont ceux qui veulent devenir infirmes ». « On est 500 et bien dans quelques années, 100 d'entre nous seront infirmes ». Quelqu'un lance : « Mais l'usine est au patron c'est lui qui décide ». « Non l'usine est à ceux qui travaillent 14 h. dedans... l'usine c'est notre vie et notre mort... Allons montrer que nous sommes les maîtres. Allons occuper l'usine ». Et nous voilà en marche, tous les camarades sont là. Et la troupe aussi. On arrive, bagarre, coups de feu. Un jeune camarade est resté sur le sol, mort. C'est la fin. Le professeur est arrêté, un de nous s'enfuit à Lugano. Le travail reprend. Mais en fait rien n'est fini, tout commence. Maintenant on sait que nous tous les « Camarades » on pourra demain tout changer.

## VOIX OUVRIÈRE

**A**LORS que l'imperialisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermonucléaire, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armées se soient tuées complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale, le mouvement dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratization du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décliné les révolutionnaires intégrés, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible, d'autres s'accrochant désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

### FACE

- à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins,
- à la bureaucratization des organisations syndicales désertées par les travailleurs.

### « VOIX OUVRIÈRE »

- veut
- Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.
- Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.
- Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.
- Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.
- Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.

## ● LIVRE

### de Daniel Mothé

**S**OUS ce titre, Daniel Mothé analyse les nouvelles conditions d'existence et de conscience de la classe ouvrière moderne dans une grande entreprise nationalisée.

Il nous entraîne avec lui dans l'univers kafkaïen d'une entreprise géante « organisant » le travail de plus de 60 000 salariés. Mothé sait regarder et voir ; il saisit les incohérences, les illogismes et donne du système entier une image à la fois pitoyable et comique. Direction, cadres, maîtrise, O.S., machines et « responsable » syndical, militants de base et bonze d'appareil, tels sont les personnages de ce théâtre de marionnettes que Daniel Mothé anime pour nous avec une étonnante bienveillance. Au fil de ces analyses, il rapporte quelques faits importants de l'histoire de Renault de ces dernières années et nous fait participer aux réceptions mensuelles des délégués par la Direction de chaque département de la Régie, réceptions grotesques et symboliques dans lesquelles les délégués se font régulièrement « rouler dans la farine ». Nous le suivons aussi à l'atelier, parmi ses camarades de travail ; nous voyons s'exprimer leur méfiance vis-à-vis du délégué, leur hostilité, leur naïveté, leurs illusions.

Malheureusement, ces observations et récits se trouvent noyés sous la masse des considérations philosophiques de leur auteur, métaphysiques même pourrait-on dire. Daniel Mothé, qui a étudié la psychosociologie, la psychanalyse, la médecine psychologique, les travaux faits sur le cerveau et l'anthropologie, utilise ce matériel pour découvrir... l'aliénation... un siècle après Marx. On ne saurait lui tenir rigueur de son ignorance s'il n'enfermait le marxisme dans le cercle des revendications économiques que pour mieux le repousser ensuite, au nom de cette même aliénation.

Dans un chapitre intitulé « La guerre à l'usine : techniques de commandement », Mothé analyse les modifications intervenues dans le comportement de la Direction qui essaie d'associer les syndicats à l'organisation de la production. Il en décortique pour Mothé une attitude qui n'est que le jeu subtil de la discussion, de la poignée de mains, de la pseudo-gestion, des accords, etc. Les militants s'y égarant, s'y engourdissent et le coupent à tout jamais de la réalité sociale (Mothé ne dit pas qu'ils s'y corrompent).

C'est ainsi qu'une direction « intelligente » aurait enchaîné à son char le syndicalisme vaincu, mi-intégré, mi-protestataire, pour le plus grand déchéirement de certains militants honnêtes mais dépassés.

Il est bien évident que ce qui caractérise la politique du Syndicat chez Renault comme ailleurs, est, depuis 1945, la Collaboration de Classe. D'autant plus évidente chez Renault que la direction a choisi de mettre les syndicats dans son jeu, mais cette politique « domine » aussi chez Michelin et Citroën, où les syndicats, tout juste tolérés, multiplient les supplics pour être admis à DISCUTER autour du tapis vert et n'offrent d'autre perspective à leurs militants qu'une lutte juridique pour développer les activités C. E. et leur champ d'application. Tant il est vrai que le C. E. est aujourd'hui pour les syndicats la base matérielle de leur existence en usine (heures sous-traitées à la production, postes de gestionnaires, manipulation de sommes considérables — budgets des cantines, des œuvres sociales, etc.).

## “ MILITANT ”

### CHEZ RENAULT ”

La tendance à l'intégration des syndicats dans le S. O. C. I. a été bougrée. L'Etat est une des données de l'époque imperialiste, mais elle a connu sa plus belle expression dans « l'Union Sacrée de 1945 ».

Non pas à cause de l'évolution des « techniques de domination » mais parce qu'en 1945 le parti stalinien a (respectant le partage du monde fait à Yalta par son maître Staline) nous a donné un régime bourgeois français à reconstruire l'économie nationale, c'est-à-dire les bases nationales de l'exploitation des travailleurs. La C. G. T. et ses militants secondèrent la maîtrise dans les usines pour faire produire en creusant les manches ». Les heures supplémentaires devinrent un devoir patriotique et la grève l'arme des trusts. Certes, depuis, le P.C.F. est passé dans l'opposition (grève Renault 1947, voir V. O. n° 1), parce que la bourgeoisie n'a plus voulu de lui et non parce qu'il s'opposait à elle. La politique réformiste, la politique de collaboration de classes menée par tous les syndicats — y compris le syndicat stalinien, la C. G. T. — est l'expression sur le plan syndical de la trahison et de l'opportunistisme fondamental des mêmes partis dits ouvriers. Cela, Daniel Mothé ne l'ignore pas, bien au contraire et son silence sur cette question s'apparente à la curieuse indulgence dont il fait preuve vis-à-vis des syndicats « qui jouent le jeu ».

En fait Mothé, dans ce livre, nous fait part de sa et de son expérience de délégué P. O. mais, dans l'avant-propos, il annonce son adhésion à la C. F. D. T. :

« Les critiques du syndicalisme que j'ai faites, se basent surtout sur une expérience personnelle et il est évident que cette dernière est loin d'être universelle. Elle est parcellaire et souvent ne concerne pas le syndicat C. F. D. T. (...) Je n'ai pas lu dans la presse syndicale d'autre orientation que celle que je suis amené à critiquer. Cependant, juste avant de publier ce livre, j'ai eu l'occasion de lire des brochures intérieures de la C. F. D. T. qui recourent incontestablement certaines des idées que j'ai formulées. C'est d'ailleurs pourquoi j'ai, depuis, changé d'organisation syndicale et adhéré à la C. F. D. T. » Cela n'a, en effet, rien de bien surprenant.

Voilà bien du chemin parcouru. De « Socialisme ou barbarie » à la C. F. D. T. en passant par F. O., Mothé a tour à tour considéré les syndicats comme agents au sein de la classe ouvrière du capitalisme occidental et de l'imperialisme soviétique avant de ne plus voir en eux que des appareils dégénérés, bureaucratés en voie d'intégration dans la hiérarchie de l'usine et la sphère dominante et le voici qui, maintenant, dénonce le « rêve messianique » des minorités révolutionnaires et adhère... à la C. F. D. T., parce qu'il a lu quelques brochures intérieures à cette organisation !

Comment Mothé s'arrange-t-il pour faire coller ensemble tous ces petits bouts ? C'est son affaire, mais il faut penser d'un militant politique qui feint de jeter un regard de sociologue tout neutre sur le monde ouvrier sans avoir l'honnêteté de donner ses bases politiques — mais peut-être Mothé n'en a-t-il plus (en ce cas, qu'il le dise) — sur lesquelles se fonde son jugement.

Il est plutôt à craindre que Mothé se soit dit, dans le fond, les leaders auxquels il s'adresse ignorent tout de ses « idées » passées (sans jeu de mot).

Il faut avoir, comme lui, milité chez Renault pour le connaître et les connaître. Alors, c'est évident.

Cela dit, il est vrai que certains militants de base sont honnêtes et ne « comprennent plus », il est non moins vrai que la « toile d'araignée » des compromissions (heures de délégation complètement doublées ou triplées par la direction-postes de « gestionnaires » au C. E., etc.) corrompt les meilleurs éléments, il est vrai que le niveau de vie des travailleurs s'améliore vaillamment et qu'ils préfèrent jouer au loto que faire la grève générale, il est vrai que le travail a l'air d'être plus monotone, plus ennuyeux qu'auparavant ; il est vrai que l'aliénation semble encore plus forte aujourd'hui qu'autrefois dans la mesure où la conscience ouvrière a reculé. Tout cela est vrai et constitue la réalité sociale dans les usines capitalistes avancées. Ces conditions, Mothé les analyse comme étant la conséquence de la consolidation du capitalisme qui « peut résoudre ses problèmes économiques sans risque de cataclysmes, qui se montre, surtout dans les grandes agglomérations industrielles, décidé à accorder quelques augmentations sans attendre les grèves » et, enfin, « un aménagement progressif mais lent de la condition ouvrière dans les pays modernes ».

Ceci explique, pour Mothé, que les vieilles idéologies ont fait faillite et que les militants de la « vieille école » se trouvent aujourd'hui bien dépassés. Réformistes, stalinien, minorités révolutionnaires (Mothé, sous ce vocable, entend trotskistes et anarchistes), donc aujourd'hui l'image de militants, impuissants, déchirés, aliénés au 2<sup>e</sup> ou au 3<sup>e</sup> degré et, selon l'idéologie des courants auxquels ils appartiennent, ils subissent des déformations particulières et résolvent à leur manière la crise des contradictions qui les écartient.

Quant aux théories révolutionnaires, elles aboutissent à une attitude messianique. L'activité revendicative de ce militant, quand cette théorie ne le paralyse pas, est essentiellement destructrice et souvent irresponsable... etc.

Ainsi donc, plus de crise, plus de lutte et le capitalisme intelligent et adroit. Mothé est trop bien, ou trop mal placé pour dire qu'il n'y a pas de classe ouvrière mais il conclut en disant que le mal de la classe ouvrière ce n'est pas sa situation dans la production et la répartition des richesses, mais bien l'aliénation qui déchire et déshumanise.

Pour restituer au travailleur sa dignité humaine, il faut en faire un dirigeant réformiste, bref un gestionnaire conscient et l'auto-gestion... devient le remède à tous nos maux, le moyen le plus sûr d'entretenir et de développer la conscience ouvrière. L'intention est louable. Et les aspirations à la dignité, à l'égalité, à la démocratie, sont parmi les plus vieilles dans le mouvement ouvrier et les plus respectables. Mais, pour réaliser ces aspirations, D. Mothé se contente d'essayer de promouvoir à l'intérieur d'un courant syndicaliste la revendication gestionnaire. Comment cette revendication pourrait-elle être satisfaite, avec quelles forces, par quels moyens, à quel prix, si, par miracle, elle l'était, elle deviendrait la société capitaliste ? Serait-elle renouée, transformée, aménagée ; s'éteindrait-elle d'elle-même ?

Et s'est ainsi qu'on voit refluer à côté de toutes les variétés de l'opportunistisme et du réformisme le vieux courant du socialisme utopique.

Michèle TOURNY

(\*) Collection « Esprit » : La Cité prochaine

## PERMANENCES

### ● PARIS :

V<sup>e</sup> arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine. tous les samedis, de 14 à 17 h.

X<sup>e</sup> arrondissement : au siège de VOIX OUVRIÈRE, le samedi de 16 à 20 heures.

XI<sup>e</sup> arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, Av. Philippe-Auguste, le mercredi de 17 h. 30 à 19 h. 30.

XIII<sup>e</sup> arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le jeudi de 17 à 19 heures.

XIV<sup>e</sup> arrondissement : Café « Champagne », 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans, le mercredi de 17 h 30 à 19 h 30.

XV<sup>e</sup> arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.

XVIII<sup>e</sup> arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le mardi de 17 h 30 à 19 h 30.

### ● BANLIEUE :

ARGENTEUIL : Café de Paris, 102, rue P. Vaillant-Couturier, le samedi, de 13 à 15 h.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), jeudis de 18 h à 19 h au lieu de 17 h 30 à 19 h.

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), le mercredi, de 17 à 19 heures.

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle qual Michélet-Rue A-France), tous les mercredis de 17 h à 19 h.

### ● PROVINCE :

BESANCON. — Auberge Comtoise, le jeudi 13 janvier, de 18 heures 10 à 19 h. 30.

— Café Grandville, les mercredis 12 et 19 janvier, de 17 à 19 heures.

BOURGES. — Café-bar « Rallye des Halles », place de la Nation (salle de réunion), les jeudis 20 janvier et 3 février de 17 h. 30 à 19 heures.

CLERMONT-FERRAND. — « Café de France », 22, place Delille, les jeudis 13 et 27 janvier, de 10 à 12 heures et de 17 à 19 h.

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.

GRENOBLE. — « Café d'Austrans », 5, cours Berriat, les jeudis 13 et 27 janvier et samedi 22 janvier, de 17 h. 30 à 19 h. — Café « Le Normandy », place Grenette, les jeudis 13 et 27 janvier, de 15 à 17 heures.

LYON : Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le samedi de 17 à 20 heures.

Café « Les Etats-Unis » 137, avenue du Professeur-Beauvisage, Lyon-8<sup>e</sup>. Le mercredi, de 17 h 30 à 19 h 30.

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (place d'Aix), les jeudis 13 et 27 janvier, de 18 à 20 heures.

MONTBELIARD. — Café de Mulhouse (face à la gare), le samedi 15 janvier, de 14 à 16 heures.

ROUEN. — Café « Le Château d'Eau » 49 bis, pl. du Général-de-Gaulle (angle rue Louis-Ricard) tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.

SAINT-ETIENNE. — Café-Res-taurant, 23, rue Tréfileriers, les jeudis 13 et 27 janvier, de 17 h. 30 à 18 h. 30.

SAINT-CHAMOND. — Café « Idéal-Bar », 4, rue Gambetta, les jeudis 13 et 27 janvier, de 17 h. 30 à 18 h. 30.

SAINT-NAZAIRE : Café « Le Pélican », 104 bd V.-Hugo, tous les samedis de 16 à 17 heures.

TOULOUSE. — Changement de permanence : Café « Le Mateleur », 7, rue des 3 Piliers (près place Arnaud Rénard), tous les jeudis de 18 à 19 heures.

## Chez Renault

### MAIGRE BILAN D'UNE ANNEE

#### LA PRIME A ZERO A MIT LE TEMPS

Nous avons été informés officiellement que la première tranche de 1 %, à valoir sur les augmentations de 1966, nous serait payée dès janvier.

De plus, la direction a augmenté de 100 F au coefficient 100, la prime qui doit nous être versée au mois de mars, à l'occasion de la sortie de la millionnière 134. Ceci correspond, à peu près pour les trois mois en cause, à une augmentation de 5 %. Mais les trois mois terminés, l'augmentation cesse d'être payée. Et, de plus, comme toutes les primes, elle est conditionnée par de nombreuses restrictions.

Plus la part de notre salaire payée sous forme de prime est

importante, et plus nous sommes liés aux impératifs de la production et à la volonté de la direction.

Notre travail doit être payé, et son prix s'appelle le salaire : intégration des primes dans le salaire.

(Extrait du n° 70 de la V.O. RNU.)

#### LES GRANDES VICTOIRES DE 1965

C'est M. DREYFUS qui nous les rappelle dans son article du Bulletin d'Information : — suppression du pointage de la demi-journée, — autorisation de partir 10 m. avant l'heure normale de sortie,

— mise au forfait de tous les collaborateurs au coefficient mini de 265.

Victoire bien mince pour les travailleurs : pour la direction, 2 nouveaux modèles de véhicules et une usine neuve mise en chantier ; cela accroît peut-être le dynamisme de la Régie, mais n'apporte pas grand chose à ceux qui travaillent et qui même, en place un certain nombre dans une situation précaire (usine « O », département 18, etc.).

La principale revendication à formuler à la Régie Renault, c'est la garantie du salaire, quelles que soient les modifications de fabrication, dont certaines, en passant à Suresnes, attérissement Blainville ou Annonay (Saviem).